

Le pouvoir aux travailleurs

28 Août 2010

N° 165

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- CES ELECTIONS, SI ELLES ONT LIEU, NE REGLERONT MÊME PAS LE PROBLEME DE L'UNIFICATION DU PAYS	2
- GBAGBO CONSTRUIT DES CHOSES INUTILES POUR DEMAIN QUAND LA POPULATION A BESOIN DE CHOSES UTILES AUJOURD'HUI..	3
- SYNDICALISME DE CONCERTATION OU SYNDICALISME DE LUTTE DE CLASSES	4 - 5
- LES ELECTIONS APPROCHENT, LES MENSONGES DES DEMAGOGUES S'INTENSIFIENT	5
- CONTENTIEUX ELECTORAL : NOUVELLE FLAMBEE DE LA XENOPHOBIE	5 - 6
- REDUIRE LE CHOMAGE OU ENRICHIR LES PROCHES DU POUVOIR	7
- POUR PROTEGER LES TRAVAILLEURS DES LOGEMENTS TROP CHERS SUR LE MARCHE, IL FAUT UNE POLITIQUE DE LOGEMENT	7 - 8
- LA DIRECTION DE FRATERNITE CHEZ LE "ROI" DU SANWI OU ALLEGEANCE A UNE SURVIVANCE DU PASSE	8
- EPIDEMIE DE FIEVRE JAUNE ET DE DENGUE : DES MOYENS PLUS QUE DERISOIRES POUR Y FAIRE FACE	9
- SATOCI LOTUS : DES DEMANDES D'EXPLICATION POUR UN RETARD DÛ AUX INTEMPERIES	10
- DARLING : LICENCIEMENT, SALAIRE EN RETARD, PROVOCATION, ETC : NOUS POUVONS Y METTRE FIN !	10

CES ELECTIONS, SI ELLES ONT LIEU, NE REGLERONT MÊME PAS LE PROBLEME DE L'UNIFICATION DU PAYS

Il est aujourd'hui difficile d'affirmer avec certitude que les élections auront lieu ou pas le 31 octobre en Côte d'Ivoire. L'accord de Ouaga mentionnait clairement que les FAFN (Forces Armées des Forces Nouvelles) devaient désarmer et être encasernées deux mois avant la tenue des élections, c'est-à-dire au plus tard le 31 août.

Or, cinq jours avant cette date butoir, rien n'est encore fait. Les quelques casernes improvisées n'ont ni lits, ni cantine. Le ministre de la défense, Amani N'Guessan, est même en train de négocier pour que la prime de démobilisation de 500 mille francs qui devait accompagner le désarmement ne soit pas versée aux ex-combattants, faute d'argent.

Manifestement, les pays impérialistes et l'Onu ne veulent pas casquer l'argent nécessaire pour cela. Peut-être sont-ils bien placés pour savoir que même s'ils débloquent les moyens nécessaires, l'argent disparaîtrait aussitôt dans les mains avides de la hiérarchie civile et militaire, ministres et généraux, avant que cela n'arrive entre les mains des ex-combattants !

Cela dit, il n'est pas, non plus, improbable que cela n'empêche pas la tenue des élections, si Gbagbo et Soro trouvent finalement leur compte dans un arrangement.

Si c'est le cas, si les élections ont effectivement lieu, le candidat sorti victorieux, prétendra que le pays est enfin unifié et que le processus de réconciliation et d'unification du pays aura abouti.

Mais ce ne sera que de la poudre aux yeux et surtout un gros mensonge ! Les soldats mal payés continueront leur racket sur les routes comme avant les élections. Les démobilisés qui n'ont pas été reconvertis ni n'ont touché les 500 mille francs en feront autant. Et la hiérarchie elle-même, les hauts cadres de l'armée sécessionniste, continueront à utiliser les relations qu'ils ont tissées durant la séparation pour compléter leurs soldes par les combines, les pillages et la prévarication. Tout cela finira en dernier ressort par alourdir les charges supplémentaires pour les classes pauvres. Et tout cela alimentera les forces centrifuges au sein de l'appareil d'Etat, les dissensions que les élections n'auront fait que dissimuler, si tant est qu'elles auront lieu. L'unification de l'administration et surtout des caisses de l'Etat restera de la fiction ou seulement inscrit sur le papier !

Bien sûr, les riches, continueront, comme aujourd'hui, à faire leurs bonnes affaires. Mais même ceux-là, en tout cas les plus riches d'entre eux, préféreraient quand même avoir affaire à une seule armée, à une seule administration et à moins de racket sur les routes. Les transporteurs et les commerçants y gagneraient, cela va de soi ; mais aussi les industriels, les exportateurs du café-cacao, le port d'Abidjan, donc les Bolloré dont les activités y sont directement liées.

Mais si tous ces riches se sont passé des élections depuis 10 ans, ils savent qu'ils peuvent encore s'en passer ! Ils savent comment répercuter leur manque à gagner en ponctionnant dans les poches des travailleurs et des populations pauvres !

Les travailleurs n'ont besoin ni de statistiques ni de chiffres pour se rendre compte à quel point leur situation s'est dégradée depuis ces dix dernières années ! Ce ne sont pas la tenue de ces élections bidon qui s'annoncent qui changera quelque chose !

GBAGBO CONSTRUIT DES CHOSES INUTILES POUR DEMAIN QUAND LA POPULATION A BESOIN DE CHOSES UTILES AUJOURD'HUI

Une brochure vient d'être publiée et est consacrée aux 10 ans de grands travaux de Laurent Gbagbo. C'est un éloge à la gloire de Gbagbo. On peut y voir entre autres les plans futurs du Sénat et d'un pont Laurent Gbagbo et de l'extension d'Abidjan par toute une série de travaux; et les débuts de commencement des travaux des édifices comme l'Assemblée Nationale et le palais du président à Yamoussoukro, etc.

Gbagbo, qui critiquait la mégalomanie d'Houphouët, trouve aujourd'hui qu'un homme politique ne reste dans les mémoires que par les constructions qu'il lègue à l'humanité. Le voilà qui veut sa part d'immortalité et affirme qu'il construit pour mille ans.

Entre les souhaits et la réalité, il y a de toute façon un très grand pas et les projets de Gbagbo resteront peut-être à l'état de maquettes.

Mais, rien que son ambition éclaire le personnage. Il ose parler de construire pour dans 1000 ans alors qu'il y aurait tant à construire pour satisfaire des besoins vitaux, urgents d'aujourd'hui.

Parler de construire un Mémorial en verre alors que de plus en plus de familles se retrouvent à faire un seul repas par jour; alors que des salariés arrivent à peine à joindre les deux bouts avec les maigres salaires que leurs patrons leur donne; alors que les voies routières sont tellement pleines de nids de poules qu'il faut avoir le cœur bien accroché pour effectuer un voyage.

Les hôpitaux sont devenus de vrais mouiroirs par manque de tout.

Des services d'Urgence ne fonctionnent pas dans les CHU. A force d'être trimbalé d'hôpitaux en hôpitaux, le malade décède. Que dire de l'école, la formation est tellement au rabais que cela se traduit par les taux d'échec élevés; les classes sont surchargées car le nombre de places est insuffisant!

Les préoccupations bien modestes du plus simple habitant c'est déjà de pouvoir vivre décemment, scolariser ses enfants, se nourrir et vêtir. Si argent, il y a, ça devait permettre de construire des logements sociaux accessibles à tous pour éviter que des travailleurs soient obligés d'aller s'enterrer dans des ravins car leur salaire ne leur permet pas de s'offrir un logement décent. Près de 30 % de la population n'a pas accès à l'eau, les canalisations d'eau datent de plus de 30 ans. Il y a les écoles, les universités et les cités actuelles à réhabiliter et beaucoup d'autres à construire; ainsi que des hôpitaux à équiper et à bâtir, reprendre les routes, etc.

Pour permettre à Gbagbo de réaliser ces travaux pharaoniques, l'argent va bien venir de quelque part. Ce sera de la poche des populations pauvres avec moins d'embauches dans les services publics et en prélevant toujours plus d'impôts.

Plus que dans ses discours électoraux, Gbagbo se révèle dans cette brochure pour ce qu'il est: cynique et méprisant vis-à-vis des pauvres et de leurs besoins vitaux. Mais pas pire que ses concurrents, les Bédié et les Ouattara! Mais pas mieux non plus!

SYNDICALISME DE CONCERTATION OU SYNDICALISME DE LUTTE DE CLASSES

La célébration du cinquantenaire a donné l'occasion à la presse de revenir sur l'histoire syndicale de ce pays. Cette histoire est marquée, pendant les quarante premières années d'indépendance, par la domination quasi exclusive du syndicat unique UGTCI. Les hauts dirigeants de cette centrale syndicale avaient fait leur, volontairement ou sous la contrainte de la dictature d'Houphouët, « la concertation responsable » entre les travailleurs et les patrons en vue d'une « participation efficace à l'édification de la Nation ». (Les formulations sont du rédacteur de l'article).

Après 40 années de concertation, les travailleurs ont pu se rendre compte que leur situation, plutôt que de s'améliorer s'est considérablement dégradée. Or, pendant ce temps, les patrons se mettaient plein les poches. Pour ces responsables syndicaux, la concertation, c'est quelque chose de bien. Parce que eux, ils vivent bien, en tout cas mieux que les travailleurs. Pour certains, ça leur a permis de gravir l'échelle sociale et pour d'autres de manipuler énormément d'argent, rien que par les cotisations syndicales prélevées obligatoirement sur les salaires. Cependant, les travailleurs qui ont activement contribué à l'édification de ce pays par leur sueur et malheureusement quelques fois par leur sang seront spoliés des retombées de cette construction.

En dehors de ce syndicat, aucune autre forme d'organisation des travailleurs n'était autorisée, à plus forte raison la contestation. Tous les ouvriers avaient obligation de s'y affilier et puis de toute façon les cotisations syndicales étaient coupées à la source.

Ce syndicat qui s'aplatissait en toutes circonstances devant les patrons était par ailleurs l'instrument de propagande du parti unique auprès des travailleurs, l'instrument de la domestication de la classe ouvrière.

Dans les années 90, ceux qui ont créé la centrale Dignité ont réagi à cet état de fait et à juste raison. Ils ne se sont pas enfermés dans les limites de la légalité. Ils ont organisé leur syndicat dans la clandestinité. Ainsi, malgré la répression, ils ont réussi à remporter quelques victoires en faveur des travailleurs.

Finalement, ce syndicat est lui aussi devenu un syndicat gouvernemental à la différence près que cette fois – ci l'affiliation n'est pas obligatoire. Et il arrive très souvent que dans des luttes qui opposent les ouvriers à leur patron, ce syndicat prenne ouvertement fait et cause pour le patron.

Aujourd'hui, les travailleurs ne sont guère plus défendus par Dignité que par l'UGTCI. Et les travailleurs de rang n'ont guère plus de prise sur la direction ou sur la politique de l'un ou de l'autre.

Pour qu'un syndicat soit réellement l'instrument de lutte de la classe ouvrière, il est indispensable qu'il soit contrôlé à la base par les ouvriers. Ce qui signifie en premier lieu qu'ils aient la possibilité de remplacer à tout moment un responsable syndical qui ne fait pas leur affaire. Mais il faut tout autant que l'orientation du syndicat soit juste et que sa préoccupation soit réellement la défense des travailleurs.

Une organisation syndicale qui cherche à concilier les intérêts des

ouvriers et des patrons se met irrémédiablement au service du patronat.

Pour un patron, réduire les salaires au minimum, refuser d'investir dans la sécurité des travailleurs, faire travailler moins d'ouvriers pour plus de travail, bref accroître l'exploitation, c'est la condition sine qua non pour accroître son profit. Et les travailleurs, eux ils ont à se battre justement contre cet état de fait. Qui peut réconcilier des intérêts qui sont diamétralement opposés ?

C'est pourquoi chercher à les concilier est aussi idiot que chercher à concilier le loup et l'agneau. A ce jeu là, c'est sûr à cent pour cent que c'est l'agneau qui va se faire dévorer. En conséquence s'engager dans cette voie, consciemment ou inconsciemment, c'est désarmer les travailleurs.

Ce qu'il faut au prolétariat pour freiner l'exploitation, c'est un syndicalisme de lutte de classes.

LES ELECTIONS APPROCHENT, LES MENSONGES DES DEMAGOGUES S'INTENSIFIENT

Après l'électrification d'un quartier populaire d'Abobo appelé Sagbé, Mme Simone Gbagbo en a profité pour se faire un peu de publicité au cours d'une cérémonie organisée à cette occasion. Elle a ainsi dit : « il faut à Abobo plus d'infrastructures de bases : écoles, eau, santé, électricité etc. », alors qu'il n'y a quasiment pas d'infrastructures dans bon nombre de quartiers de cette commune. Là où on en voit des traces, elles sont en état de dégradation continue : des caniveaux à ciel ouvert bouchés, des poubelles d'ordures pleines à craquer, des vieux poteaux électriques sans ampoules etc.

Par ce genre de discours démagogique, Simone Gbagbo montre qu'elle appartient à un autre monde, celui des riches. Ces gens sont très loin des réalités sociales des

populations pauvres qui souffrent réellement de manque d'eau potable, de courant électrique, de soins médicaux... auxquels ces populations ont pleinement droit.

En ces temps de périodes électorales, les politiciens, au pouvoir ou dans l'opposition, ne manquent pas de parcourir des quartiers pauvres dans des voitures 4x4 ou grosses cylindrées pour empoisonner les gens avec des promesses bidons. Et une fois élus maires, députés, ou présidents, ils disparaissent pour réapparaître dans cinq ou dix ans après. Comme c'est le cas actuellement. Jusqu'à ce que la population en ait assez de ces discours mensongers et surtout de leurs conditions de vie déplorables et imposent à ceux qui nous gouvernent la satisfaction de leurs besoins.

CONTENTIEUX ELECTORAL : NOUVELLE FLAMBEE DE LA XENOPHOBIE

La confection de la liste électorale censée permettre la tenue des élections présidentielles prévues pour le 31 octobre, crée des foyers d'affrontements et de tensions parmi les populations pauvres. Déjà, dans le département d'Abengourou, des affrontements entre populations font cas de plusieurs blessés. A Divo et

Dabou, un climat de suspicion fait monter la tension. Rappelons que cette même question de nationalité a déjà débouché sur des affrontements au cours desquels des morts et des blessés ont été enregistrés dans la ville de Divo dans le mois de février.

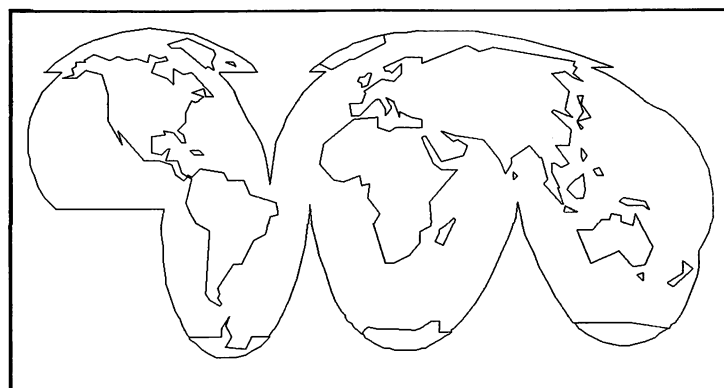
Ces affrontements sont voulus et orchestrés par les politiciens qui ont longtemps distillé le venin de la xénophobie parmi les travailleurs et les populations pauvres. Avant même le contentieux électoral, les orateurs des « agoras » et « parlements » se faisaient les échos des discours haineux des politiciens. Dans ces lieux où les partisans du président candidat se réunissaient, des campagnes de dénigrement étaient organisées. Ils invitaient leurs auditeurs à dénoncer auprès de la gendarmerie des personnes dont ils estiment la nationalité douteuse.

Ce n'est pas étonnant qu'à l'approche des élections, les militants du FPI tels que les Amondji et consorts tiennent les mêmes discours xénophobes qui les caractérisent. Aujourd'hui Amondji voit des étrangers partout. Il va jusqu'à dire que plus de la moitié de la population de la commune d'Adjamé est composée d'étrangers.

Pourtant il y a quelques années, dans le front républicain, c'est avec le même électorat qu'il est devenu député maire de ladite commune. Le travail de ceux qu'il appelle étrangers l'a bien enrichi quand il était à la tête de la municipalité.

Les travailleurs n'ont pas à écouter ces discours qui les divisent. Ils n'ont pas à se diviser entre les deux camps qui font de l'établissement des listes électorales un enjeu dans leur rivalité pour le pouvoir et de surcroît, avec une phraséologie ethniste abjecte. Pour les travailleurs, leur position sur le droit de vote devrait être simple. Tous les travailleurs qui participent à la production de richesses dans ce pays devraient pouvoir participer à la désignation de ceux qui les dirigent. Les étrangers, il y en a vraiment dans ce pays et ce sont ces bourgeois qui nous exploitent, nous volent et qui sont étrangers à nos souffrances.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

REDUIRE LE CHOMAGE OU ENRICHIR LES PROCHES DU POUVOIR

Pour lutter contre le chômage, on nous apprend que les autorités ont créé « une plate forme de service (PFS-CI) dont la principale mission est de contribuer à la résorption du chômage des jeunes en développant la capacité organisationnelle des territoires à piloter dans le cadre du développement local ». La définition est tellement compliquée et vague qu'on s'y perd.

C'est une structure dont la présidente du Conseil d'Administration est KOUDOU Jeannette. Elle a créé un centre à SONGON qui doit servir de lieu d'apprentissage et donner des fonds à certains jeunes pour monter une affaire. En attendant 10 jeunes ont été envoyés en Italie pour une formation de 2 mois. Coût de tout ce projet, 328 millions de francs. Et à quoi servira cette dépense ? A rien ! A part procurer un emploi bien payé à cette dame, qui est accessoirement la sœur de Gbagbo.

Aujourd'hui, il y a plus de 4 millions de chômeurs sur une population de près de 16 millions d'habitants en Côte d'Ivoire. Ce taux est très élevé et constitue une des aberrations du système capitaliste. Car

qui peut dire que du travail, il en manque ?

Quand on voit l'immensité des besoins et des travaux à faire dans ce pays, tout le monde pourrait travailler, construire, créer des choses utiles et gagner sa vie. Mais le système est fait de telle sorte que l'immense partie de la population active n'a pas d'emploi ou vivote grâce à de petits boulots. En plus, toute la politique du gouvernement tend à recruter de moins en moins de personnel dans les services publics alors que la demande y est criante. Quant à lancer des travaux d'utilité publique, ceci est très loin de ces préoccupations !

Les solutions de plâtrage, comme financer certains projets jeunes, ne peuvent rien résoudre. C'est comme soigner de la gangrène avec de l'alcool. D'ailleurs, depuis que le gouvernement a de façon démagogique lancé ce projet, les seuls à en avoir vraiment profité sont ceux de la galaxie patriotique ou les proches du pouvoir.

Le problème du chômage ne pourra définitivement se résoudre que dans une société débarrassée de la logique du profit ; où il y aurait du travail pour tous selon les capacités de chacun.

POUR PROTEGER LES TRAVAILLEURS DES LOGEMENTS TROP CHERS SUR LE MARCHE. IL FAUT UNE POLITIQUE DE LOGEMENT

Le manque de logements à Abidjan fait que bien des propriétaires de maison et des agents immobiliers élèvent les enchères sur le coût des loyers et aussi les cautions qu'ils exigent aux locataires. En effet, les

propriétaires et leurs cohortes de démarcheurs réclament des paiements allant de six mois à une année voire plus pour céder les maisons. Sans compter que les coûts des loyers sont fixés à leur gré.

L E U R S O C I E T E

Les victimes de cette anarchie ne sont sûrement pas les riches abidjanais, car eux sont bien souvent les propriétaires de leurs maisons, et, quand ils ne le sont pas, ils n'ont aucun mal à solder leurs loyers. Quant aux hauts dignitaires de l'Etat, ils voient le problème de haut car leurs maisons appartiennent ou sont payées par l'argent public.

Les vraies victimes sont les ouvriers et les petits fonctionnaires dont les salaires sont bas. Pour ceux-là, louer une maison convenable représente un sacrifice énorme ; quand on sait qu'il n'y a pas que le loyer à payer mais aussi la nourriture, le transport et bien d'autres besoins qui connaissent aussi des augmentations sans cesse.

Ce qui fait que bon nombre de travailleurs, parce qu'ils sont mal

payés, sont obligés d'habiter les bidonvilles avec tous les risques auxquels ils s'exposent.

Face aux augmentations des frais de loyer, les dirigeants envisagent maintenant un projet de loi visant à régler les coûts. Soit, mais rien n'obligera les propriétaires de maison et les agents immobiliers à respecter cette loi.

De toutes les manières, sur le marché immobilier les prix des logements sont toujours élevés pour les ouvriers avec leurs bas salaires. Ainsi, pour que les ouvriers aient de bon logement, les patrons pour qui ils se saignent doivent augmenter les salaires. Et les gouvernants doivent construire des logements sans rechercher le profit.

LA DIRECTION DE FRATERNITE CHEZ LE "ROI" DU SANWI OU ALLEGEANCE A UNE SURVIVANCE DU PASSE

Fraternité Matin a publié dans le cadre du cinquantenaire un article historique sur le royaume du Sanwi. Cet article semble avoir tellement plu aux notabilités de cette région, qu'elles ont invité la direction du journal pour la féliciter.

Suite à cette visite, Fraternité Matin a consacré des pages les jours qui ont suivi, au roi du Sanwi et à sa notabilité. Ils en ont profité pour faire de la publicité à cette survivance du passé. Même si ces structures

parasitaires et anachroniques, cinquante ans après les indépendances subsistent encore, loin de choquer ces messieurs qui sont censés véhiculer le savoir, ils en font plutôt l'éloge.

La classe ouvrière dans sa lutte pour son émancipation, n'a pas seulement à mettre à bas les rois de la finance, de l'industrie et autres pontes qui dominent l'économie, mais elle doit aussi se débarrasser de tous ses roitelets d'un autre âge.

L E U R S O C I E T E

EPIDEMIE DE FIEVRE JAUNE ET DE DENGUE : DES MOYENS PLUS QUE DERISOIRES POUR Y FAIRE FACE

Une épidémie de dengue et de fièvre jaune sévit actuellement à Abidjan, Grand Bassam et Anyama. On compte officiellement 3 cas de décès. Ces maladies qui sont aussi dangereuses que le paludisme, se transmettent par les moustiques. En plus, pour la dengue, il n'y a pas encore de vaccin.

Pour faire face à cette menace bien réelle, le gouvernement, en la personne du ministre de la santé, a lancé une opération pour éliminer les gîtes larvaires des moustiques dans les zones concernées par l'épidémie. Seulement, le ministère n'y a mis que des moyens dérisoires. Pour le reste, les populations n'ont qu'à se débrouiller.

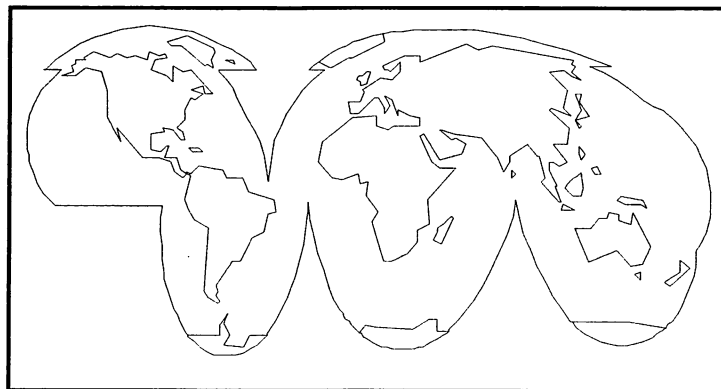
Pour qui connaît bien Abidjan, des nids de prolifération, il y en a à chaque pas ; Les caniveaux bouchés, qui se transforment en marres puantes

et stagnantes, les ordures qui encombrent les coins de rue et qu'on ne ramasse pas et bien d'autres.

Pour contrer donc ces épidémies, la seule bonne volonté des populations n'y suffirait pas, il faudrait un réel engagement du gouvernement. D'abord, doter la ville d'un circuit viable d'évacuation des eaux usées et de structures conséquentes de ramassages d'ordures, et ne pas attendre d'abord que des épidémies se déclare pour faire semblant de réagir. Il faut aussi doter les hôpitaux en quantité suffisante de médicaments pour prendre en charge les malades déjà atteints qui s'y présenteraient. Autant demander du lait à un bouc !

Les gouvernants actuels ne s'empressent point quand il est question des populations. Dans ces cas là, ils sont prolixes en mots et très avares en actes.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SATOCI-LOTUS : DES DEMANDES D'EXPLICATION POUR UN RETARD DÛ AUX INTEMPERIES

SATOCI est une entreprise située à la Zone Industrielle de Yopougon. Elle est divisée en deux branches d'activité, une qui fabrique des produits comme les cahiers, les mouchoirs « lotus » et l'autre, les biscuits. Nous, nous sommes les travailleurs de la première branche.

« Le mercredi 11 août, la forte pluie matinale a causé le retard de quelques uns de nos camarades. Cependant, ils ont tout fait pour être présents à leur poste. Le lendemain, la direction a donné des demandes d'explication à une dizaine de travailleurs pour justifier leur retard.

Une bonne partie de nos collègues travailleurs de la zone habitent des quartiers lointains comme Abobo. Et depuis déjà plusieurs mois, la route qui relie ce quartier à la Zone est en piteux état. En cas de pluie, le tronçon qui traverse le sous-quartier pk18 devient impraticable. Du coup, les chauffeurs des minicars refusent de transporter les passagers. C'est ce qui s'est passé ce jour là

Mais malgré les explications des travailleurs, explications qui ne diffèrent

pas, les unes des autres ; malgré les différentes rencontres avec les délégués, la direction ne veut rien entendre, elle veut sévir. Peut-être qu'elle avait des comptes à régler avec les ouvriers, aussi profite-t-elle de la situation. On entend dire dans les coulisses que les patrons ne veulent pas payer cette journée alors que les mis en cause ont travaillé plus de 7 heures pour certains.

Depuis cette annonce, l'ensemble des travailleurs solidaires de leurs camarades préparent aussi la riposte au cas où !

Le patron sait bien pourquoi ces derniers sont arrivés en retard mais il ne peut admettre que les ouvriers arrivent en retard de quelques minutes malgré les intempéries.

C'est pourquoi les travailleurs de SATOCI ont raison de rester vigilants. Mais il n'est pas suffisant de rester sur la défensive. Comme l'adage le dit, la meilleure défense c'est l'attaque. C'est dire que les travailleurs ont intérêt à être les premiers à porter des coups au lieu de les parer.

DARLING : LICENCIEMENT, SALAIRE EN RETARD, PROVOCATION, ETC : NOUS POUVONS Y METTRE FIN !

Depuis près d'un an, la direction ne cesse de nous attaquer : licenciement pour un oui ou pour un non ; augmentation de cadence de production, etc.

Et comme face à toutes ces attaques les travailleurs sont restés sans riposte, la direction a décidé d'enfoncer le clou toujours un peu plus. Ainsi, pour toucher notre salaire, il faut maintenant attendre jusqu'au 10 voire même le 13 du mois. Les collègues qui partent en congé perdent tout leur temps cadeau avant de pouvoir bouger.

Tout dernièrement, le patron a même osé prétendre que la production

exigée n'y était pas, alors que c'est la matière première qui faisait défaut ! La direction a pris prétexte pour licencier injustement 6 journaliers et infliger 2 jours de mise à pied aux embauchés.

Non satisfait, le patron vient encore d'ajouter une nouvelle provocation : il veut nous couper sur notre salaire le prix des tenus de travail !

Tel un vampire, tant que ce patron ne trouvera pas de réaction en face de lui, il continuera à nous sucer notre sang.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation